



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUÏ, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) - "Marqueroze", "Saint Lazare", "Secteur de l'allée du Tiers Etat" - Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE perçus par la Ville de Montpellier**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) a été créé par la loi du 18 juillet 1984 relative à « la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement », modifiée par les lois SAPIN du 29 janvier 1993 « relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques » et BOSSON du 9 février 1994 « portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction ».

Le PAE est un dispositif de participation des constructeurs au financement de tout ou partie d'un programme d'équipements publics, qu'une commune ou un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) s'engage à réaliser dans un secteur déterminé pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier de ce secteur, via la signature de conventions.

Les articles L.332-9 à L.332-11 et R.315-29, R.322-17, R.322-25, R.421-29, R.422-9 et R.444-3 du Code de l'urbanisme concernant la procédure de PAE ont été abrogés au 1<sup>er</sup> mars 2012.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 le transfert de la totalité de la compétence voirie des communes à la Métropole. A ce titre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole est ainsi devenue signataire des PAE et, par là même, bénéficiaire des participations versées à leur titre.

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Ville de Montpellier avait notamment approuvé les PAE « Saint Lazare », « Marqueroze » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » pour lesquels des travaux d'équipements publics de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie à la Métropole, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier, signataire des trois conventions de PAE.

En conséquence, il convient d'organiser le reversement des participations perçues pour la réalisation d'équipements devenus de compétence métropolitaine, par convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour l'exercice 2018, il s'agit des opérations suivantes :

## **PAE « Saint Lazare » :**

En date du 6 février 2012 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le PAE « Saint Lazare ».

- Montant des participations perçues par la Ville au titre de l'exercice 2018 : 943 644 €,
- Montant du reversement au titre de l'exercice 2018 : 943 644 €.

## **PAE « Marqueroze » :**

En date du 6 novembre 2006, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le PAE « Marqueroze ». Ce PAE a par la suite été modifié par délibérations des 26 mars 2007 et 7 février 2011.

- Montant des participations perçues par la Ville au titre de l'exercice 2018 : 961 037 €,
- Montant du reversement au titre de l'exercice 2018 : 805 966 €.

La différence entre les participations perçues par la Ville et le montant reversé à Montpellier Méditerranée Métropole correspond aux dépenses réalisées par la Ville dans son champ de compétences.

## **PAE « Secteur de l'allée du Tiers Etat » :**

Pas de participation perçue par la Ville au titre de l'exercice 2018.

Pour les années à venir, la Ville s'engage à reverser la totalité des participations perçues au titre des PAE « Marqueroze », « Saint Lazare » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » dans le cadre des compétences

transférées à Montpellier Méditerranée Métropole, au travers de conventions du même ordre que celle aujourd'hui soumise à approbation.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'encaissement par Montpellier Méditerranée Métropole des participations perçues par la Ville de Montpellier au titre des Programme d'Aménagement d'Ensemble précités ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Métropole, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de reversement à intervenir pour l'exercice budgétaire 2018 ainsi que toutes celles afférant aux exercices budgétaires à venir pouvant intéresser les PAE « Saint Lazare », « Marqueroze » et « Secteur de l'allée du Tiers Etat » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout autre document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-51159-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.